



Mise à l'échelle des solutions d'adaptation: participation du secteur privé dans le financement climatique

Il est de plus en plus clair que les ressources nécessaires pour faire face aux coûts liés à l'adaptation au niveau global sont énormes et dépassent amplement la capacité des sources de financement traditionnelles. Ainsi, l'élimination de l'écart en matière d'options de financement de la lutte contre les changements climatiques, la mobilisation des acteurs du secteur privé et la création d'instruments financiers novateurs sont des éléments essentiels.

Messages clés

- Le financement public ainsi que les mécanismes financiers permettant aux pays en développement, émergents, et à faible revenu, de développer des voies permettant d'adapter leur société aux conséquences inévitables du changement climatique sont particulièrement limités.
- Le secteur privé a un rôle clé à jouer dans la résolution des problèmes d'adaptation aux changements climatiques, mais n'est forcément réceptif aux arguments commerciaux liés à l'adaptation et à la résilience.
- Davantage d'instruments financiers et politiques sont nécessaires pour identifier les principaux incitatifs présent dans les secteurs des financiers et industriels, qui utilisent un langage et des outils communs, ainsi que des indicateurs et objectifs clairs, afin de tirer parti de l'influence du secteur privé et de générer davantage de financement pour l'adaptation.

Contexte

Alors que l'on assiste à une augmentation de la fréquence et de la sévérité des effets des changements climatiques, bon nombre de pays du Sud créent des politiques et des systèmes permettant de mettre en œuvre des initiatives d'adaptation à grande échelle dans le cadre de leurs plans nationaux d'adaptation (PNA) ou de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN).

Le secteur privé est principalement motivé par l'optimisation du rendement de son investissement. Un taux de rendement de l'investissement raisonnable, prévisible et à valeur du marché constitue la caractéristique fondamentale du financement privé en matière d'adaptation. Cependant, l'incertitude associée aux changements climatiques rend difficile le calcul des risques découlant de l'investissement en matière d'adaptation. De plus, il existe peu de paramètres et d'outils pour quantifier l'adaptation afin d'amener le secteur privé à investir dans les mesures d'adaptation.

Au sein du secteur privé, le secteur des assurances joue un rôle essentiel et très dynamique dans les politiques nationales concernant les changements climatiques. De plus, les assurances contre les risques climatiques constituent un domaine prioritaire pour les pays, leur permettant de mettre en œuvre à l'échelle nationale l'objectif sur l'adaptation de l'Accord de Paris: environ 38 pays mentionnent des programmes concernant les assurances contre les risques climatiques dans leurs CDN.

Parallèlement, très peu de politiques encouragent l'intégration de la réflexion sur la résilience dans les stratégies et décisions d'investissement des entreprises, en particulier sur la manière dont les banques multilatérales de développement peuvent intégrer cette réflexion dans les stratégies de financement du développement. De plus, la résilience au climat doit être intégrée dans la planification du développement, mais elle dépend d'un certain niveau de gouvernance qui fait souvent défaut dans les pays en développement. Même si des progrès sont réalisés à cet égard, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour com-

bler les lacunes dans l'approche adoptée par les banques multilatérales pour le financement de l'adaptation et de la résilience aux changements climatiques, ainsi que dans la manière dont les politiques publiques et les instruments d'atténuation des risques peuvent éliminer les obstacles à l'investissement du secteur privé dans ces domaines.

Il reste donc beaucoup à faire pour cerner quelles mesures incitatives peuvent être utilisées dans différents secteurs des affaires et de l'industrie, à l'aide d'outils et de langages communs, afin d'obtenir davantage de financement en matière d'adaptation.

Principaux résultats de recherche

Le CRDI a appuyé la recherche qui a permis l'élaboration de nouveaux mécanismes financiers novateurs, et encouragé les pays émergents et en développement à concevoir des mécanismes leur permettant d'adapter leurs sociétés aux effets inévitables des changements climatiques. La capacité d'y parvenir en utilisant le financement public est assez limitée; cependant, le potentiel du secteur privé reste inexploité, tant concernant sa capacité de mise en œuvre sur le terrain que ses ressources financières importantes. Ainsi, la recherche appuyée par le CRDI a exploré de nouvelles façons d'améliorer la capacité des pays du Sud à mobiliser des sources de financement du secteur privé à l'aide de mécanismes financiers novateurs; il s'agit là d'un élément essentiel. Étant donné la diversité du secteur privé et des défis actuels liés à l'adaptation, la mise à l'échelle de solutions d'adaptation exige de tirer parti de nouvelles ressources et de nouveaux outils, tout particulièrement pour la participation du secteur privé, comme par exemple:

Utiliser une approche fondée sur le marché pour augmenter la participation du secteur privé

Les approches fondées sur le marché ont recours à divers aspects des marchés des produits de base pour évaluer le prix des stratégies d'adaptation. Elles sont utilisées pour promouvoir ou réduire la production d'un service ou d'un bien précis, ce qui peut encourager le secteur privé à investir dans le financement de l'adaptation. Toutefois, les marchés de l'adaptation sont con-

frontés à un certain nombre d'obstacles, principalement en ce qui concerne la quantification des avantages puisque bon nombre de ces derniers sont des biens publics. Deux approches ont été ciblées pour permettre aux gouvernements de mobiliser des investissements privés supplémentaires : i) corriger les imperfections du marché (par exemple modifier les institutions ou les règlements du marché, ou imposer une tarification, des subventions, des taxes et des restrictions au marché, etc. et ii) proposer des mesures compensatoires aux acteurs du secteur privé pour les répercussions sur leur profil risque-rendement : à défaut de corriger les imperfections du marché, on peut verser des compensations aux acteurs commerciaux pour les répercussions négatives sur leur profil risque-rendement. La recherche en est encore à ses débuts; l'élaboration d'instruments de marché plus exhaustifs aidera à surmonter un nombre important d'obstacles à l'investissement du secteur privé dans l'adaptation.

Créer des modèles novateurs pour les investisseurs

Les activités d'atténuation attirent depuis longtemps l'investissement du secteur privé, car leurs avantages sont plus tangibles que ceux associés aux activités d'adaptation. La recherche de nouvelles façons d'attirer des investisseurs est essentielle pour établir les conditions dans lesquelles le secteur privé pourra réagir aux projets d'adaptation. De nouveaux modèles, comme ceux créés par le Private Finance Advisory Network (PFAN), ont permis de rapprocher les investisseurs d'impact des petites et moyennes entreprises (PME) axées sur l'adaptation. Par ailleurs, un groupe spécifique de PME a participé à un processus de mentorat intensif visant à fournir un soutien et des conseils en matière de développement de projets et d'obtention de financement; de finalisation de propositions de projets pour destinées aux investisseurs; et d'élaboration de plan d'affaires aptes à être financés. Ces travaux ont notam-



ment permis de créer un ensemble de projets sur l'adaptation capable d'attirer le financement du secteur privé. Cependant, il existe encore des lacunes importantes dans la communication du contenu et des avantages des projets en fonction des conventions et des exigences de la communauté des investisseurs, en particulier en ce qui concerne la définition du taux de rendement de l'adaptation.

Mobiliser le secteur des assurances contre les risques climatiques pour améliorer la résilience

En moyenne, 38 pays mentionnent des approches à l'égard des assurances contre les risques climatiques dans leurs CDN. De plus, quatre autres pays traitent de ce sujet dans leurs PNA. Ensemble, ces pays représentent plus de quatre milliards de personnes, y compris environ la moitié des populations les plus pauvres du

monde (définies comme les populations vivant avec moins de 1,90 \$ par jour). Les initiatives bilatérales et multilatérales devraient poursuivre leurs efforts visant à accroître l'incidence des approches à l'égard des assurances contre les risques climatiques, en augmentant leur soutien pour les mécanismes d'assurance contre les

risques climatiques, en améliorant la responsabilisation de l'approche en faveur des pauvres qui est adoptée par les initiatives actuelles et en institutionnalisant un partenariat international sur les assurances contre les risques climatiques afin de relever les défis actuels de mise en œuvre de projets.

De plus, la Chambre de compensation pour le transfert des risques devrait être considérée comme le lieu central détenant l'information sur les assurances contre les risques climatiques.

Élaborer des stratégies novatrices pour créer des entreprises durables et résilientes

Le plan d'action du secteur privé sur la résilience au climat, élaboré par Business for Social Responsibility (BSR) vise à présenter les risques climatiques aux entre-

prises et à introduire une méthode servant à catalyser le leadership des entreprises pour renforcer la résilience. L'innovation de ce plan est qu'il est suffisamment malleable pour évaluer les risques climatiques au sein des activités et de la chaîne d'approvisionnement d'une entreprise, et des communautés où elle est implantée, et qu'il comprend des enjeux comme l'accès, l'autonomisation, les droits humains et les dimensions sociales liées aux changements climatiques. En parallèle, les sociétés d'utilité publique certifiées en Amérique latine ont fait des progrès remarquables concernant le renforcement de leur propre résilience face aux changements climatiques. Il s'agit d'entreprises sociales « hybrides » qui s'investissent dans la promotion de la durabilité environnementale ou dans la création de biens publics en tirant profit de la puissance du secteur privé. Ce type de société hybride contribue à réduire l'écart entre les investissements en matière d'atténuation et d'adaptation et met en évidence les avantages connexes de relever simultanément ces deux défis.

Investir dans le courtage des connaissances

Les courtiers de connaissances peuvent favoriser l'accès au financement pour la lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement. Par exemple, le portail « Climate Finance Ready », qui a été élaboré au moyen d'un partenariat entre le Fonds pour l'adaptation et le Climate & Development Knowledge Network (CDKN), offre des renseignements, des conseils et des études de cas pour aider les pays en développement à accéder au financement de la lutte contre les changements climatiques : <https://climatefinanceready.org>.

Créer un environnement politique propice aux investissements du secteur privé

Les gouvernements et les institutions financières publiques peuvent permettre aux entreprises de libérer leur créativité en soutenant l'amélioration de la production de connaissances au moyen, par exemple, d'évaluations des risques et le partage de données sur le climat; et en facilitant l'innovation grâce au soutien à la recherche pour le développement ou en offrant des compensations pour les retombées technologiques. De plus, les responsables de politiques publiques devraient utiliser le potentiel de diversification des projets liés à

l'adaptation, car certains d'entre eux pourraient présenter une corrélation négative avec d'autres risques climatiques

Renforcer le leadership grâce au financement pour l'adaptation

La capacité de concevoir et de mettre en œuvre des interventions sur mesure pour mobiliser des financements publics et privés en faveur de l'adaptation est limitée dans les pays du Sud. Le fait de favoriser le partage des leçons et l'apprentissage par les pairs parmi la prochaine génération de dirigeants actifs dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, afin de leur fournir des connaissances de pointe sur le financement de l'adaptation, les aidera à devenir des « ambassadeurs climatiques » au sein de la communauté scientifique, du secteur privé et des (futurs) décideurs politiques dans leurs pays respectifs.

La voie à suivre

Il existe des solutions efficaces pour l'adaptation pour lutter contre les effets des changements climatiques. Cependant, le manque de mécanismes de financement et de moyens de mise en œuvre est trop souvent un obstacle important à l'application des solutions à l'échelle appropriée. Davantage d'innovations sont nécessaires pour trouver de nouveaux modèles de mobilisation, et élaborer et valider de nouveaux instruments financiers. Cela peut être fait en prenant les mesures suivantes :

- **Élargir et intégrer le financement de l'adaptation pour répondre aux besoins définis par les pays en mobilisant les financements privés et en faisant appel aux banques multilatérales de développement.** On assiste à un changement progressif, de la part des banques multilatérales de développement. Ce changement vise à harmoniser les flux financiers avec les stratégies de développement pour la résilience face aux changements climatiques et à faible émission de carbone et il concerne la façon dont leurs efforts pourraient modifier le comportement du secteur privé, ce qui permettrait potentiellement de tirer parti des dépenses en capital et du financement des acquisitions.

- **Faire appel à différents acteurs du secteur privé et partenaires donateurs pour avoir une incidence à grande échelle** afin de cerner les possibilités de recherches d'intérêt commun fondées sur des preuves tangibles, les besoins en renforcement des capacités et les options pour mettre en œuvre à plus grande échelle les solutions testées sur le terrain.

<https://www.idrc.ca/fr/project/financement-de-ladaptation-etablir-des-liens-entre-la-recherche-les-politiques-et-les>

Pour plus d'information

- Mobilisation du financement privé aux fins de l'adaptation : <https://www.idrc.ca/fr/project/mobilisation-du-financement-prive-aux-fins-de-ladaptation>
- Mobiliser les investissements du secteur privé dans l'adaptation aux changements climatiques: <https://www.idrc.ca/fr/project/mobiliser-les-investissements-du-secteur-prive-dans-ladaptation-aux-changements-climatiques>
- Risques et possibilités liés aux changements climatiques pour les sociétés d'utilité publique certifiées en Amérique latine: <https://www.idrc.ca/fr/project/risques-et-possibilites-lies-aux-changements-climatiques-pour-les-societes-dutilite-publique>
- Accélérateur de savoir du CDKN pour un développement compatible avec le climat: <https://www.idrc.ca/fr/project/accelerateur-de-savoir-du-cdkn-pour-un-developpement-compatible-avec-le-climat>
- IRCAAA—Nouveaux mécanismes de résilience dans les pays semi-arides: <https://www.idrc.ca/fr/project/nouveaux-mecanismes-de-resilience-dans-les-pays-semi-arides>
- Soutenir l'adaptation aux changements climatiques des acteurs privés en zones semi-arides dans les pays en développement: <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2018/06/PRESA-Briefing-Soutenir-ladaptation-aux-changements-climatiques-des-acteurs-prives-en-ZSA-web.pdf>
- Financement de l'adaptation : établir des liens entre la recherche, les politiques et les affaires:

Le CRDI, qui est un élément clé de l'aide internationale du Canada, appuie des travaux de recherche dans les pays en développement afin d'y favoriser la croissance et le développement.

Centre de recherches pour le développement international

150, rue Kent • CP 8500 • Ottawa ON Canada K1G 3H9

Tél. : +1 613 236 6163 • [crdi.ca](http://www.crdi.ca)